



La Gazette de Rouen

N°151 - 15/05/10

Journal Mensuel
du Mouvement Social et Libéral de Normandie



Le-Pommier

INVITATION :

LE POMMIER vous
invite à sa première
assemblée générale.

le mardi 18 mai à 20h
à la Halle aux Toiles de Rouen (salle 3).

Le Pommier - Mouvement Social et Libéral de Normandie vous invite à rejoindre ses adhérents et ses sympathisants à l'occasion de cette réunion ouverte à tous.

Cette association s'intéresse aux mutations de notre société et à ses conséquences, ainsi qu'au développement économique, culturel et social de la Normandie et de sa capitale. Nous serons heureux de vous accueillir le 18 mai pour cette assemblée qui se conclura par un pot amical.

www.le-pommier.fr

Le chiffre du mois :

+ 48 %

Telle est l'augmentation des recettes des horodateurs du premier trimestre 2010, par rapport au premier trimestre 2009. Au moment où les magazines nationaux classent notre mairie comme championne de l'augmentation des impôts 2010, le racket fiscal n'en finit plus de battre des records. Au détriment de notre ville et de ses commerces...

EDITORIAL

La municipalité rouennaise n'arrive pas à dialoguer...

L'affaire des marchés rouennais n'a pas fini de faire couler de l'encre. La décision de la municipalité, brutale et sans concertation, de fermer les marchés l'après-midi provoque stupéfaction et incompréhension chez les Rouennais. Force est de constater que chacune des grandes décisions du maire est marquée au sceau de l'improvisation et de l'"absurdité" ! Nouveau permis de construire du palais des congrès : renoncement aux promesses de campagne et absence de concertation. Médiathèque : annonce de la démolition puis volte-face tout en abandonnant l'usage du bâtiment à des archives départementales. Fermeture des marchés : décision sans justification autre qu'une économie de personnel. Pour ce dernier point, le maire a d'ailleurs mis en avant des demandes de conseillers de quartier, en les instrumentalisant honteusement. Malgré les efforts de l'adjoint à la démocratie locale, la concertation n'est que l'habillage fallacieux d'une politique dogmatique et déconnectée des réalités. Triste mandat fait de renoncements et d'erreurs enchaînées.

Bruno **DEVAUX**
Conseiller municipal





Que penser de la crise grecque ?

Depuis des années, les finances de l'Etat grec présentaient une situation difficile (déficit budgétaire voisin de 5 % de la Production Intérieure Brute et dette de l'état voisine de 100 % du PIB). Ceci signifie que les déficits accumulés au cours des années antérieures par l'Etat grec avaient fini par atteindre en 2008 une année complète de la production de tout le pays, ou encore que l'ensemble de la population grecque devrait travailler un an complet sans aucun revenu pour rembourser la dette de l'Etat .

Avec la crise, ces chiffres, déjà mauvais, sont devenus catastrophiques dès 2009 (déficit budgétaire de 12,7 % du PIB et dette à 113 % du PIB). Les prévisions pour 2010 de l'Etat grec sont de 50 Mds d'euros de recettes et 80 Mds de dépenses, portant la dette à 300 Mds d'euros (ou 6 fois les recettes de l'année).

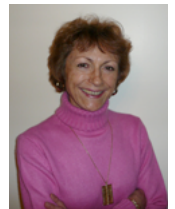
Devant cette situation alarmante , les banques prêteuses ont soit refusé de continuer à prêter, soit accepté, mais à des taux d'intérêts prohibitifs, voisins de 10 % par an.

Pour résoudre le problème, les pays de la zone Euro et le FMI ont décidé de prêter environ 100 Mds d'euros à un taux voisin de 5 % mais en contrepartie de la mise en œuvre d'un plan d'austérité drastique (baisse des salaires des fonctionnaires, diminution des effectifs de la fonction publique, augmentation des impôts et en particulier de la TVA, avec une hausse des prix comme conséquence...) que le

gouvernement grec a du accepter pour éviter la cessation de paiement et pouvoir assurer le paiement de ses fonctionnaires .

Quels enseignements tirer de cette crise ?

Tout d'abord , la solidarité des pays membres de l'Union Européenne, et l'existence de l'euro, ont permis de résoudre le problème, même si c'est douloureux pour la population grecque. Sans l'euro, le Grèce aurait dévalué massivement provoquant de graves difficultés pour les banques prêteuses (dont une bonne partie des banques françaises) et pour les exportateurs français. Ceci aurait probablement relancé la crise économique en Europe. Ensuite, notre situation en France, bien que meilleure, n'est pas si différente. Le déficit du budget de l'Etat a atteint 130 Mds d'euros en 2009 portant la dette à 1200 Mds d'euros soit près de 80 % du Produit intérieur brut ou 4,5 fois le montant des recettes de l'Etat. Il est grand temps de redresser nos finances publiques en limitant les dépenses de l'Etat et en acceptant une augmentation des impôts. Evitons de connaître la même situation de crise que la Grèce et de nous faire imposer un plan d'austérité drastique par les instances internationales au risque que l'Etat ne puisse plus payer ses fonctionnaires .



Marie-Thérèse **HUSSON**
Conseillère municipale

Sur Internet : www.le-pommier.fr

B. DEVAUX / La Gazette de Rouen - 36, rue de Bihorel 76000 ROUEN - lagazette@bbox.fr

Directeur de la publication : Bruno Devaux - ISSN 1298-7867 - Imprimerie : Alphacopy Rouen